



Strasbourg, le 30 mai 2023

## Un audit, pas un baromètre !

Bonjour à toutes et à tous

Le climat extrêmement délétère au niveau du Cabinet du Président a fait l'objet d'un point spécifique lors de la séance de la Formation Spécialisée en Santé, Sécurité et des Conditions de Travail (FSSSCT) du 20 mars 2023 à la demande de l'intersyndicale Cfdt, CGT, FAFPT et FO.

De nombreux témoignages étant parvenus à nos quatre organisations syndicales, nous alertant sur la dégradation de l'état de santé de plusieurs hauts cadres, du fait de relations et décisions émanant du Cabinet, nous avons la possibilité et le devoir d'alerter, de réagir.

Les médias s'en sont fait le relais, ainsi que des élus de l'opposition.

Et pourtant deux mois plus tard, le Président de la CeA semble toujours manifester un déni dès plus profond et inexplicable. Alors qu'il devrait aussi se préoccuper d'améliorer les conditions de travail de tous les agents, il investit avec enthousiasme son énergie à des projets-vitrine sans véritablement tenir compte des réalités de terrain. Les agents, à tous les niveaux hiérarchiques, se retrouvent eux à devoir assumer une dégradation du service aux usagers qui n'est pas de leur fait. Pire, il leur est reproché la méconnaissance de l'utilité de la CeA par les usagers !

La demande portée par l'intersyndicale lors de la séance de la Formation Spécialisée du 20 mars **a été indirectement refusée par l'autorité territoriale** au travers d'un subtil jeu de reformulation et d'élaboration d'un cahier des charges unilatéral.

Pour rappel, l'intersyndicale demandait deux audits sur les Risques Psycho-sociaux au sein de la collectivité, ou en tous cas en deux temps distincts :

- Un audit de tous les agents travaillant en relation directe ou indirecte avec le Cabinet, donc particulièrement centré sur les directeurs et autres agents en proximité directe avec la Direction du Cabinet.
- Dans un second temps, un audit généralisé à l'ensemble des agents de la collectivité, le ruissellement des risques psychosociaux dans la collectivité étant lui manifeste.

Vous pourrez lire le courrier adressé par notre intersyndicale au Président de la FS en annexe.

A la place de ces deux audits, le Président a préféré lancer un appel d'offre pour établir un « baromètre social », sur l'ensemble de la collectivité, qui sera réalisé par le prestataire qu'il aura lui-même retenu.



Pourtant, si l'on fait une analogie avec une maladie chronique, cela revient à privilégier l'usage exclusif du thermomètre et de refuser de procéder aux analyses biologiques nécessaires.

Par ailleurs, le cahier des charges de la Collectivité stipulait **que la Direction du Cabinet elle-même participerait au Comité de Pilotage de ce baromètre, ce que nous avons dénoncé. Nous n'avons à ce stade aucune certitude sur la composition finale de ce comité de pilotage.**

Comment imaginer que la tête de notre grande collectivité n'ait pas conscience de l'image désastreuse que cela risque de donner aux agents, du message qui leur est envoyé, du sentiment d'incrédulité face à une telle manœuvre, d'injustice et de révolte ? Que penser de ces choix ?

Il est difficile de ne pas y déceler, a minima, une tentative de noyer le poisson, d'amenuiser au maximum les témoignages relatifs au fonctionnement de la Direction du Cabinet, et au pire de faire en sorte que les cadres les plus en lien avec le Cabinet se musellent pour ne pas subir de mesures coercitives par la suite !

Si nous avions pu espérer une entente, cet espoir a été balayé lors de la réunion de préparation de la FSSSCT avec la collectivité en date du 15 mai, confirmée en séance de l'instance le 22 mai 2023.

L'administration fait la sourde oreille et nous informe simplement qu'un appel d'offre a été lancé, et que trois cabinets ont retenu l'attention de nos décideurs. Un cahier des charges simpliste et incomplet aurait été élaboré ayant nécessité 6 heures d'explications, avec 3 cabinets pressentis afin de leur préciser « la commande ».

Nous avons rappelé avec force que ce simple baromètre n'était pas la revendication initiale des organisations syndicales, sans que cela ne semble changer quoi que ce soit à la position de notre autorité territoriale. Le bulldozer est lancé et il ne dévie pas ! Le mot « audit » est devenu un tabou...

Nous ne nous comprenons pas, nous n'avons pas la même lecture du cahier des charges, nous n'utilisons pas les mêmes termes et pourtant l'administration est inflexible. Comment interpréter cela ?

Le Président se fait fort d'être à l'écoute des agents, d'aller à leur rencontre, et d'avoir de l'estime pour eux. Hélas, nous constatons avec consternation que cette action ressemble fort à une absence d'intérêt pour ses Directeurs, ses cadres, et par ricochet pour tous ses agents.

Nous ne pouvons que regretter et dénoncer cet aveuglement, cette volonté d'échapper à la réalité du terrain. Nous attendons un sursaut salvateur de la part du Président, lequel demeure responsable de la qualité de vie et de la santé des agents de la CeA.

Pour l'intersyndicale  
CFDT, CGT, FAFPT et FOCeA